

leur économie respective dans le cadre de leurs présents aménagements en vue d'une union douanière et d'une zone de libre-échange plus étendue mais uniquement européenne, peut-être sera-t-il trop tard pour que l'Amérique du Nord cherche à participer à ces aménagements.

Depuis que j'ai fait ce discours à Vancouver, j'ai répété cette suggestion chaque fois que l'occasion s'en est présentée, soit à la Chambre, soit en dehors. Le gouvernement n'a pas paru s'y intéresser avant ces derniers mois. Je ne puis donc que me réjouir, comme je l'ai mentionné cet après-midi à la Chambre, des démarches entreprises actuellement pour considérer cette question sérieusement. J'espère qu'il n'est pas trop tard.

Peut-être le moment est-il venu? J'ai lu, et peut-être le ministre aussi a-t-il lu, dans le *Times* de New-York du 13 décembre, une nouvelle envoyée de Stockholm par le correspondant de ce journal, M. Edwin Dale. Voici ce qu'il a dit:

Ici en Suède, par exemple, ainsi qu'en Hollande et presque autant en Allemagne, on tient beaucoup à étendre le libre-échange non seulement à toute l'Europe mais aussi aux États-Unis et au Canada. Il règne, dans une grande partie de l'Europe, un véritable esprit libre-échangiste comme on n'en avait pas vu depuis le début du siècle.

Puis, parlant de la situation des États-Unis, voici ce qu'ajoute M. Dale:

Il semble fort probable que des paroles seulement du côté américain n'apporteront pas à ces décisions autant de libéralisme que les États-Unis le veulent ni autant qu'ils en ont besoin. Ce pays devra être prêt, dans ses pourparlers, à abaisser ses propres tarifs.

Cela s'applique à nous aussi.

La solution au nouveau problème du commerce que beaucoup de personnes réclament instamment par toute l'Europe appelle l'adoption d'un régime de libre-échange étendu à tous les pays industriels de l'Occident, y compris les États-Unis et le Canada. Les États-Unis devront peut-être en venir un jour à cette radicale éventualité, pour leur propre protection.

J'espère que les États-Unis y pensent déjà, vu ce qui s'est passé à Paris. J'espère que le Canada fait de même, car c'est encore plus important pour nous que pour les États-Unis.

Est-ce que le *Journal* d'Ottawa lui-même n'a pas soudainement découvert ce qu'il appelle "une idée révolutionnaire", c'est-à-dire cette libéralisation du commerce atlantique à laquelle le parti libéral s'attache depuis quelques années déjà. Dans un article de fond du 23 décembre 1959, le *Journal* d'Ottawa reconnaissait l'importance du problème. Je l'en félicite même s'il y a mis pas mal de temps. Voici cet article:

N'a-t-on pas assez d'imagination à l'OTAN pour penser à un marché de la communauté atlantique, à une zone atlantique de libre-échange qui comprendrait le Canada et les États-Unis?

Même si c'était difficile à réaliser...

[L'hon. M. Pearson.]

Et ce le serait assurément.

... et si cela anéantissait une bonne partie du traditionnalisme commercial...

...cela ne fait pas de doute.

... ce projet ne s'écarterait certainement pas des articles économiques de l'OTAN.

Peut-être s'agit-il d'un projet révolutionnaire, projet qui laisse entrevoir la perspective d'un commerce plus libre entre tous les pays formant la communauté de l'Atlantique, y compris les pays de l'Amérique du Nord membres de l'OTAN.

Mais nous vivons dans un monde révolutionnaire. Ce n'est plus le monde des vieilles controverses sur le libre-échange et le protectionnisme.

Pour le *Journal*, voilà des propos vraiment révolutionnaires; mais les membres du parti libéral ont fait de cette idée un article de leur dernier congrès, en janvier 1958, et nous n'avons cessé d'y souscrire depuis. Je demande donc au gouvernement quelles mesures il prend à cet égard.

Le ministre nous a parlé cet après-midi du comité qui avait été institué à Paris afin d'étudier la transformation de l'OECE en OACE. Il nous a dit que quatre membres y siègeraient à titre personnel et en qualité de spécialistes. Mais ce n'est pas aller assez loin. J'espère, en effet, que ce quatuor, qu'on appellera, je suppose, les "sages",—puisqu'on appelle maintenant chaque petit groupe de spécialistes internationaux des "sages", même s'il ne font que très peu pour le justifier,—

L'hon. M. Churchill: Mon honorable ami a été appelé un "sage" il y a quelques années, mais c'était une erreur. (*Rires*)

L'hon. M. Pearson: Tout ce que je voudrais dire au sujet de cette nouvelle, c'est que si l'organisation du traité de l'Atlantique-nord exécutait les recommandations formulées dans le rapport en question, il n'y aurait pas lieu de nommer un comité supplémentaire. Deux des trois membres de ce comité antérieur étaient, en effet, des "sages". Mais ce groupe de quatre devrait aller plus loin que ne le lui permet son mandat actuel. A mon avis, il faudrait l'autoriser à étudier la possibilité,—il faudrait autrement procéder sous une autre forme à des études dans ce sens,—à établir une zone nord-atlantique de commerce libre, et je répète que c'est la seule chose qui répondrait au besoin. Cela est d'autant plus vrai maintenant que nous savons qu'une attaque communiste importante contre le monde libre peut bientôt se prononcer contre ce front-là.

Monsieur l'Orateur, voilà certaines des questions qui découlent des omissions du discours du trône dont j'ai parlé cet après-midi. Il y en a évidemment bien d'autres. Je pourrais par exemple parler du tâtonnement et de la confusion qui caractérisent notre programme de construction d'habitations et son financement. Et surtout du service civil et